



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU RHÔNE

Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
de Rhône-Alpes

Unité Territoriale Rhône-Saône

Villeurbanne, le 27 octobre 2014

Affaire suivie par : Pascal RESTELLI  
Cellule Santé Sol Sous-sol Déchets/Déchets  
Téléphone : 04 72 44 12 24  
Télécopie : 04 72 44 12 57  
Courriel : [pascal.restelli@developpement-durable.gouv.fr](mailto:pascal.restelli@developpement-durable.gouv.fr)  
Référence : UTRS-CS-14-G394G04-PR2710

**DÉPARTEMENT DU RHONE**  
**Société EUROMÉTAL Développement à MEYZIEU**  
**Visite d'inspection courante réalisée le 24 octobre 2014**  
**Rapport de l'inspecteur de l'environnement**

**Adresse de l'établissement :**

**Société EUROMÉTAL Développement**  
9, boulevard Monge  
69330 – MEYZIEU

**Adresse du siège social de l'établissement :**

**Société EUROMÉTAL Développement**  
9, boulevard Monge  
69330 – MEYZIEU

**Activité principale de l'établissement :**

Installations de transit, regroupement, tri et traitement  
de métaux ou de déchets de métaux non dangereux,  
d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux  
non dangereux

**Code S3IC de l'établissement :**

106-394

**Priorité DREAL :**

P3

Copies à : REMIPP-2PSE  
C4SD/D  
CHRONO

<b>Contrôle réalisé conformément à la procédure DEN-QPR-05-008 et au mode opératoire DEN-QMO-06-001</b>			
<b>Inspecteur : Pascal RESTELLI</b>			
<b>Date d'annonce du contrôle : 16 octobre 2014</b>			
<b>Type de contrôle</b>	<input type="checkbox"/> Inspection approfondie <input checked="" type="checkbox"/> Inspection courante <input type="checkbox"/> Inspection ponctuelle	<input checked="" type="checkbox"/> Inspection annoncée <input type="checkbox"/> Inspection inopinée	<input checked="" type="checkbox"/> Inspection planifiée <input type="checkbox"/> inspection circonstancielle
<b>Circonstances du contrôle</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Plan de contrôle de la DREAL <input type="checkbox"/> Plainte du voisinage	<input type="checkbox"/> Incident/Accident <input type="checkbox"/> Autre :	
<b>Thèmes du contrôle :</b>  L'inspection a concerné le respect de certaines prescriptions de : <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 mars 2005 modifié autorisant et réglementant le fonctionnement des activités sur le site de la société EUROMÉTAL Développement ;</li> <li>➤ l'arrêté ministériel du 29 février 2012 modifié fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement modifié par l'arrêté ministériel du 27 juillet 2012.</li> </ul>			
<b>Référentiels du contrôle :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• arrêté préfectoral d'autorisation du 29 mars 2005 modifié ;</li> <li>• arrêté préfectoral complémentaire du 25 juillet 2014 définissant un nouveau tableau de classement des activités ;</li> <li>• arrêté ministériel du 29 février 2012 modifié fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement modifié par l'arrêté ministériel du 27 juillet 2012.</li> </ul>			
<b>Principales installations contrôlées :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• ensemble du site</li> </ul>			
<b>Personnes rencontrées et fonctions :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Monsieur Olivier DEL SIGNORE, responsable commercial et administratif, domaine ICPE, de la société EUROMÉTAL Développement.</li> </ul>			
<b>Présentation des installations :</b>  La société EUROMÉTAL DEVELOPPEMENT exploite au, 9, boulevard Monge, à MEYZIEU des installations de transit, regroupement, tri et traitement de métaux ou de déchets de métaux, d'alliages de métaux ou de déchets d'alliages de métaux non dangereux, de déchets non dangereux (bois, papiers, cartons, plastiques) et dangereux (batteries, liquides et solides).  Elle bénéficie, pour exercer ses activités soumises à la législation des installations classées, d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 29 mars 2005 modifié par l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2014 définissant un nouveau tableau de classements des activités suite à la création de nouvelles rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement par le décret n° 2010-369 du 13 avril 2010.			

Les activités sont actuellement exercées sur une surface de 45 000 m<sup>2</sup>.

L'effectif du personnel travaillant sur le site est de 18.

Un arrêté préfectoral de mise en demeure du 5 août 2014 a imposé à la société EUROMÉTAL Développement :

- de transmettre dans un délai de 2 mois à compter de la notification de l'arrêté une proposition concernant le montant des garanties financières associées aux installations qu'elle exploite sur le site ;
- de porter à la connaissance de monsieur le préfet du Rhône, dans un délai de trois mois, les augmentations des surfaces et des volumes des installations autorisées sur le site ainsi que l'ensemble des modifications apportées à ce dernier, à ses aménagements, à son organisation, à ses activités et à ses capacités de stockage avec tous les éléments d'appréciation, le dossier en question devant comprendre une étude d'impact et de dangers réalisées conformément à l'article R. 512.6 du code de l'environnement.

#### **Synthèse de la visite – constatations**

À l'issue de l'inspection, les principales constatations ou observations sont :

#### **Point 1.3 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 29 mars 2005 modifié :**

##### **Intégration dans le paysage :**

Le site est implanté dans une zone industrielle. Il est entièrement clôturé sur son périmètre. L'ensemble des installations est propre et le site est entièrement imperméabilisé.

#### **Point 2 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 29 mars 2005 modifié :**

##### **Bruit et vibrations :**

Dans le cadre du porter à connaissance précité qui est en cours de réalisation avec l'aide du Bureau d'Études ICE, l'exploitant nous a informé qu'une étude de nuisances sonores avait été réalisée mais qu'il n'avait pas encore reçu le rapport de résultats. L'inspection des installations classées s'assurera que le porter à connaissance qui devrait être déposé sous 15 jours à la Direction Départementale de la Protection des Populations du Rhône (DDPP) comprend bien ce rapport de résultats.

#### **Point 3 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 29 mars 2005 modifié :**

##### **Air :**

Le broyage de câbles électriques et de ferrailles ainsi que le compactage de métaux par presse sont peu générateurs d'émissions atmosphériques.

L'installation de broyage des câbles est équipée de filtres et d'un système d'aspiration dont les poussières sont récupérées dans des big-bags.

#### **Point 4 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 29 mars 2005 modifié :**

##### **Eau :**

Le site est entièrement imperméabilisé.

Les eaux vannes sont rejetées au réseau d'eaux usées de la commune de Meyzieu et acheminées à la station d'épuration de Jonage.

Les eaux de ruissellement provenant des aires extérieures de chargement, de déchargement,

manipulation, stockage des déchets de métaux sont rejetées au réseau d'eaux usées de la commune de Meyzieu et acheminées à la station d'épuration de Jonage. La convention de rejet n'a pas pu nous être présentée par l'exploitant le jour de l'inspection.

**Action correctrice demandée (AC1) :** L'exploitant devra transmettre à l'inspection des installations classées la convention de déversement l'autorisant à rejeter les eaux pluviales de son site vers la station d'épuration de Jonage sous 15 jours. À défaut, il devra être en mesure de présenter sous 1 mois un justificatif permettant de démontrer à l'inspection qu'il a bien pris l'attache du GRAND LYON pour obtenir un arrêté de déversement obligatoire.

Toutes les eaux pluviales transitent par un bassin de décantation de 75 m<sup>3</sup>, pouvant être confiné pour bloquer toute pollution accidentelle, avant d'être pré-traitées par un séparateur d'hydrocarbures interne puis rejetées vers la station d'épuration de Jonage. En effet, le fonctionnement des systèmes de vannes permet l'obturation du canal de fuite du bassin de confinement afin d'assurer un piégeage des pollutions accidentelles.

L'ensemble des stockages des liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention sauf deux fûts de 200 litres de produits d'entretien pour engins, situés dans un local spécifique à la sortie du hangar "A" après les bureaux, qui en étaient dépourvus.

**Action correctrice demandée (AC2) :** L'exploitant devra immédiatement mettre sur capacité de rétention les deux fûts susvisés.

L'ensemble des produits dangereux ainsi que les déchets dangereux sont placés sous un hangar équipé d'une cuve de rétention de 12 m<sup>3</sup> placée dans une fosse bétonnée. Elle est vidangée, si nécessaire, par un camion par pompage.

**Point 6 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 29 mars 2005 modifié :**

**Sécurité :**

Le site est entièrement clôturé et équipé de vidéo-surveillance et de barrières de détection d'intrusion. Un gardien est présent en permanence sur le site en dehors des heures d'exploitation et bénéficie d'une maison d'habitation sur le site.

Un sens de circulation, clairement indiqué, a été établi et les accès des services d'incendie et de secours aux différents bâtiments et stockages extérieurs sont parfaitement dégagés.

Contrairement à la prescription de l'article 6.3, "Moyens d'intervention", qui précise que l'établissement devra disposer d'un réseau d'eau public ou privé alimentant au moins deux poteaux d'incendie normalisés d'un modèle incongelable et comportant des raccords normalisés permettant d'assurer un débit simultané de 180 m<sup>3</sup>/h, il a été constaté l'installation d'un seul poteau d'incendie, situé sur la voie publique, à proximité de l'établissement. Son débit n'a pas pu nous être donné par l'exploitant. L'exploitant nous a par ailleurs informé que le second poteau d'incendie qui était installé à l'époque sur le site avait été supprimé en accord avec le service d'incendie et de secours.

**Action correctrice demandée (AC3) :** L'exploitant devra se rapprocher d'une part des services d'incendie et de secours pour connaître leur besoin en poteaux d'incendie et d'autre part de la commune de Meyzieu pour connaître le débit et la pression du poteau d'incendie situé à proximité de son établissement. Il informera l'inspection des installations classées sous 1 mois des résultats de ses démarches auprès des pompiers et de la mairie de Meyzieu.

**Point 7 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 29 mars 2005 modifié :**

**Déchets :**

Le contrôle quantitatif des réceptions et des expéditions est effectué à l'aide d'un pont bascule installé dans le bâtiment "A".

Toutes les opérations de réception et de tri sont faites dans des bâtiments couverts. L'ensemble des locaux et des équipements sont maintenus propres. Aucun stockage de déchets non triés n'a été constaté en plein air.

Il a été constaté dans le bâtiment où est effectué le tri de déchets industriels banals en provenance d'activités industrielles ou artisanales la présence de sacs d'ordures ménagères et de déchets verts.

**Observation(OBS1) : L'exploitant devra veiller à ce que ni les ordures ménagères ni les déchets verts mélangés à d'autres déchets non dangereux ne soient déposés dans son établissement.**

Tous les camions accédant au site font l'objet d'un test de détection de rayonnement ionisant.

L'installation de transit des déchets dangereux est positionnée dans un hangar ouvert disposant d'une cuvette de rétention propre de 12 m<sup>3</sup>. Le jour de l'inspection, il n'a pas été constaté de stockages de plaques d'amiante-ciment filmées à l'intérieur du site.

**Arrêté ministériel du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement modifié par l'arrêté du 27 juillet 2012.**

Les registres des déchets entrants et sortants sont tenus à l'aide d'un tableur informatique. Conformément aux points 7.3.5 et 7.7.3.1 de l'article 3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 mars 2005 modifié, ils mentionnent :

Pour le registre des déchets entrants :

- la date de réception ;
- le nom du producteur ;
- la nature et la quantité de déchets reçus ;
- l'identité du transporteur ;
- le numéro d'immatriculation du véhicule ;

Pour le registre des déchets sortants :

- la date de sortie ;
- le nom de l'entreprise de valorisation ou d'élimination ;
- la nature et la quantité du chargement ;
- l'identité du transporteur ;
- le numéro d'immatriculation du véhicule.

Cependant, ces registres ne répondent pas entièrement à ceux définis dans l'arrêté du 29 février 2012 modifié qui impose que soient enregistrés notamment :

Pour le registre des déchets entrants :

- la date de réception du déchet,
- la nature du déchet entrant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;
- la quantité du déchet entrant ;
- le nom et l'adresse de l'installation expéditrice des déchets ;
- le nom et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;
- le cas échéant, le cas échéant, le numéro de notification prévu par le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de

déchets ;

– le code du traitement qui va être opéré dans l'installation selon les annexes I et II de la directive n° 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets.

Pour le registre des déchets sortants :

- la date de l'expédition du déchet ;
- la nature du déchet sortant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;
- la quantité du déchet sortant ;
- le nom et l'adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié ;
- le nom et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;
- le cas échéant, le numéro de notification prévu par le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive n° 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement.

**Action correctrice demandée (AC4) :** Il est demandé la société EUROMETAL DÉVELOPPEMENT de mettre à jour l'application informatique qui lui permet de tenir à jour les registres des déchets entrants et sortants réglementaires de façon qu'ils répondent aux articles 1<sup>er</sup> et 2 de l'arrêté ministériel du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement sous 1 mois. Afin de démontrer que la mise à jour a été correctement effectuée, l'exploitant transmettra, début décembre 2014, l'extrait mensuel (novembre 2014) des registres des déchets entrants et sortants justifiant de cette mise en conformité.

Suites :

**1. Suites immédiates :**

**Actions correctrices demandées (AC) :**

**AC1 :** L'exploitant devra transmettre à l'inspection des installations classées la convention de déversement l'autorisant à rejeter les eaux pluviales de son site vers la station d'épuration de Jonage sous 15 jours. À défaut, il devra être en mesure de présenter à l'inspection un justificatif permettant de démontrer qu'il a bien pris l'attache du GRAND LYON pour obtenir un arrêté de déversement sous 1 mois.

**AC2 :** L'exploitant devra immédiatement mettre sur capacité de rétention les deux fûts qui en sont actuellement dépourvus et situés à la sortie du hangar "A" derrière les bureaux.

**AC3 :** L'exploitant devra se rapprocher d'une part des services d'incendie et de secours pour connaître leur besoin en poteaux d'incendie et d'autre part de la commune de Meyzieu pour connaître le débit et la pression du poteau d'incendie situé à proximité de son établissement. Il informera l'inspection des installations classées sous 1 mois des résultats de ses démarches auprès des pompiers et de la mairie de Meyzieu.

**OBS1 :** L'exploitant devra veiller à ce que ni les ordures ménagères ni les déchets verts, mélangés à d'autres déchets non dangereux, ne soient déposés dans son établissement.

**AC4 :** Il est demandé la société EUROMETAL DÉVELOPPEMENT de mettre à jour l'application informatique qui lui permet de tenir à jour les registres des déchets entrants et sortants réglementaires de façon qu'ils répondent aux articles 1<sup>er</sup> et 2 de l'arrêté ministériel du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement sous 1 mois. Afin de démontrer que la mise à jour a été correctement effectuée, l'exploitant transmettra, début décembre 2014, l'extrait mensuel (novembre 2014) des registres des déchets entrants et sortants justifiant de cette mise en conformité.

## **2. Propositions de suite administrative :**

Aucune suite administrative immédiate n'est proposée à monsieur le préfet du Rhône à l'issue de cette inspection.

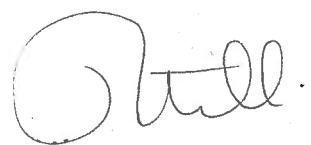
Par ailleurs, l'inspection des installations classées a bien noté, le jour de la visite d'inspection, que le porter à connaissance à monsieur le préfet du Rhône, imposé par l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 5 août 2014, devrait être déposé dans le délai imparti. Le calcul du montant des garanties financières, également imposé par l'arrêté du 5 août 2014, a été présenté à l'inspection des installations classées le jour de l'inspection. Il a été demandé à l'exploitant de le compléter par des devis justifiant les coûts. Aucune suite à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 5 août 2014 n'est proposée dans l'immédiat par l'inspection des installations classées.

## **3. Autre suites**

L'inspection, effectuée sur le site de VENISSIEUX le 24 octobre 2014, a fait l'objet de demandes d'actions correctives.

Un courrier, dont une copie est jointe au présent rapport, est adressé à l'exploitant.

L'inspecteur de l'environnement



Pascal RESTELLI

Vu, approuvé et transmis à monsieur le préfet du Rhône  
Lyon, le 27 octobre 2014

Pour la directrice et par délégation,

L'adjoint au Chef de l'Unité Territoriale Rhône-Saône



Philippe NICOLET

